

ANNEXES COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2024



BOUYGUES

Gare de la Porte Maillot, réalisée par un groupement dont Bouygues Travaux Publics est mandataire, dans le cadre du prolongement vers l'ouest du RER E (projet Eole).

Donnons vie au progrès

SOMMAIRE

| | | |
|---------|--|----|
| NOTE 1 | FAITS SIGNIFICATIFS | 3 |
| NOTE 2 | PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES DU GROUPE | 7 |
| NOTE 3 | ACTIF NON COURANT..... | 9 |
| NOTE 4 | INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES..... | 10 |
| NOTE 5 | PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES | 11 |
| NOTE 6 | DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES | 12 |
| NOTE 7 | VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET | 14 |
| NOTE 8 | CHIFFRE D'AFFAIRES | 14 |
| NOTE 9 | RESULTAT OPERATIONNEL | 16 |
| NOTE 10 | IMPOT | 17 |
| NOTE 11 | INFORMATION SECTORIELLE..... | 18 |
| NOTE 12 | ENGAGEMENTS HORS BILAN | 23 |
| NOTE 13 | INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES | 23 |
| NOTE 14 | DIFFERENDS ET LITIGES | 23 |

Note 1 Faits significatifs

1.1 Faits significatifs du premier semestre 2024

Les principales opérations du premier semestre 2024 sont présentées ci-après :

- Le 22 février 2024, Bouygues Telecom a signé un protocole d'exclusivité avec le groupe La Poste, en vue d'acquérir 100% du capital de sa filiale La Poste Telecom, 1^{er} opérateur virtuel du marché français (détenue à date à 51% par le groupe La Poste et à 49% par SFR) et de conclure un partenariat de distribution exclusif associant le groupe La Poste, La Banque Postale et La Poste Telecom. La Poste Telecom regroupe 400 collaborateurs et a réalisé un chiffre d'affaires de 318 millions d'euros en 2023. Le prix d'acquisition provisoire des titres est de 950 millions d'euros, montant qui sera ajusté en fonction du calendrier de réalisation de l'opération. Il correspond à une valeur d'entreprise de 963 millions d'euros.

Bouygues Telecom prévoit des coûts d'intégration en 2025 et 2026 pour préparer l'opération de migration des clients dans les meilleures conditions. À l'issue de la migration qui s'opérerait en 2027, la contribution de l'acquisition de La Poste Telecom atteindrait environ 140 millions d'euros d'EBITDA après Loyer par an à partir de 2028. L'opération, soumise au processus de consultation des instances représentatives du personnel, devrait être finalisée d'ici la fin d'année 2024, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires, notamment auprès des autorités de concurrence et de l'absence d'exercice par SFR de son droit de préemption.

Le 29 mai 2024, Bouygues Telecom a indiqué avoir été informé par SFR et La Poste de divergences qui les opposent s'agissant des modalités de réalisation de l'opération, conduisant La Poste à mettre en œuvre les mécanismes de résolution des différends prévus par leurs accords. Ces éléments pourraient avoir un impact sur le calendrier de réalisation de l'opération.

Dans le cadre du protocole d'acquisition en cours avec La Poste Mobile, Bouygues Telecom a souscrit en 2024 à de nouvelles lignes de crédit confirmées mais non utilisées pour un montant de 1,25 milliard d'euros.

- Bouygues Telecom a annoncé le 27 février 2024 qu'elle n'exercera pas en 2024 l'option d'achat, dont la période d'exercice s'étendait du 15 mars au 15 juin 2024, qui lui permettrait de détenir 51% de la co-entreprise SDAIF détenue avec Vauban Infrastructure Partners.
- Le 8 avril 2024, Bouygues Immobilier a engagé une procédure d'information et consultation des instances de représentation du personnel préalable à la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi, privilégiant le volontariat et le reclassement interne, portant sur 225 postes. Cette première phase du plan de sauvegarde de l'emploi se déroule conformément aux prévisions. Ces mesures commenceront à porter leurs fruits fin 2024, pour un effet plein attendu en 2025. Le coût relatif aux mesures annoncées a été enregistré au 1^{er} semestre 2024 en « autres charges opérationnelles » (cf. note 9 de l'annexe). L'entreprise doit poursuivre sa nécessaire adaptation au potentiel de son marché, ainsi qu'à son carnet de commandes et portefeuille d'opérations, avec pour objectif prioritaire de préparer l'avenir dans un monde en profonde mutation, où se loger reste un besoin essentiel pour bon nombre de Français.
- Le 20 juin 2024, le conseil d'administration de Bouygues Telecom a autorisé la cession de 5 sites MSC (data centres) du cœur de réseau en Ile de France. La contractualisation est en cours de négociation. La cession étant probable à moins d'un an, la valeur nette comptable de ces actifs a été reclassée en « Actifs ou activités détenus en vue de la vente » au 30 juin 2024 pour un montant de 104 millions d'euros.

1.2 Faits significatifs de l'exercice 2023

Les principales opérations et acquisitions de l'exercice 2023 sont présentées ci-après :

- Le 4 janvier 2023, Bouygues Construction a apporté à Equans l'intégralité des actions composant le capital de ses activités Energies & Services (sociétés Bouygues Energies & Services, Kraftanlagen Energies & Services GmbH).

L'intégralité des actions Equans reçues par Bouygues Construction en rémunération de cet apport a été distribuée à ses actionnaires, soit à Bouygues SA et à sa filiale SFPG.

Les activités Energies & Services de Bouygues, qui étaient rattachées à Bouygues Construction sur l'exercice 2022, sont rattachées au secteur IFRS 8 « Equans » depuis début janvier 2023. La contribution dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2023 du pôle « Equans » est communiquée en note 11 de l'annexe.

Ce transfert a été réalisé sur la base de la valeur comptable historique des activités Energies & Services chez Bouygues Construction dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sous contrôle commun et est sans impact sur les comptes consolidés de Bouygues.

- En octobre 2019, la société Free Mobile a assigné Bouygues Telecom devant le tribunal de commerce de Paris sur le fondement de la concurrence déloyale, au motif que des offres anciennes de Bouygues Telecom associant un forfait téléphonique et l'acquisition d'un téléphone mobile constitueraient des opérations de crédit à la consommation et des pratiques trompeuses. Le 9 février 2023, le tribunal de commerce de Paris a condamné Bouygues Telecom à payer à Free Mobile la somme de 308 millions d'euros de dommages et intérêts et a indiqué que l'exécution provisoire du jugement est de droit, ce qui selon Bouygues Telecom est inexact s'agissant d'une procédure introduite avant le 1^{er} janvier 2020. Free Mobile a pris la décision de procéder à l'exécution forcée de la condamnation. En conséquence, le 16 mai 2023 Bouygues Telecom a versé à Free Mobile la somme de 308 millions d'euros majorée notamment des intérêts légaux, soit 310 millions d'euros financés par endettement. Bouygues Telecom conteste le jugement du tribunal de commerce de Paris ainsi que son exécution provisoire et a fait appel de ce jugement devant la Cour d'Appel de Paris.

Cette somme a été classée dans le bilan du 31 décembre 2023 en « Autres actifs financiers non courants ». Le décaissement est présenté en « Autres flux liés aux opérations d'investissement » dans l'Etat consolidé des flux de trésorerie. Free Mobile a également interjeté appel de ce jugement et a porté sa demande à 742 millions d'euros à titre de dommages-intérêts.

- Le 15 février 2023, les groupes France Télévisions, M6 et TF1, ont annoncé leur décision d'arrêter la plateforme Salto et sa mise en dissolution en vue de sa liquidation. La société Salto a mis fin à son service le 27 mars 2023. Au 31 décembre 2022, les pertes cumulées depuis l'origine avaient été imputées à l'avance en compte courant (considérée comme une composante de la quote-part d'investissement du groupe dans la société) et l'excédent avait été comptabilisé en provision pour charges. Cette position n'a pas évolué sur l'exercice 2023 et le premier semestre 2024.
- Le 27 juin 2023, Bouygues a réalisé une augmentation de capital d'un montant de 150 millions d'euros, prime d'émission incluse, dans le cadre de l'opération d'épargne salariale dénommée Bouygues Confiance n°12. Cette augmentation de capital était réservée aux salariés des sociétés françaises du Groupe, via un FCPE dont les parts sont bloquées pendant une période de cinq ans, sauf cas de déblocage anticipé autorisé par la loi. Elle a entraîné la création de 6 845 564 actions Bouygues nouvelles émises au prix de souscription de 21,912 euros.
- Le 3 juillet 2019, le tribunal d'appel de Singapour a confirmé la décision de première instance mettant à la charge de Dragages Singapour, filiale de Bouygues Construction, les coûts de réfection de l'ensemble du bardage de la façade de la tour Centennial livrée en 1997, faisant suite à la chute en 2004, puis en 2011, de panneaux de la façade. Le 19 avril 2023, Dragages Singapour a été condamnée par la Haute Cour de la République de Singapour à payer 39 millions d'euros. Le 26 juin 2023, aux termes d'une procédure d'appel et d'une négociation avec le client, Dragages Singapour a signé un accord mettant un terme définitif à ce litige pour 37 millions d'euros, payés au cours du deuxième trimestre 2023.

- Après la sélection de la chaîne TF1 par l'ARCOM le 22 février 2023 dans le cadre de l'appel à candidature pour sa diffusion sur la TNT, TF1 a signé le 27 avril 2023 une nouvelle convention avec l'Autorité, lui permettant l'utilisation de la fréquence TNT à compter du 6 mai 2023 pour une durée de 10 ans.
- À la suite d'une décision du Conseil de la concurrence intervenue le 9 mai 2007, la Région Île-de-France (la « Région ») avait mené, courant 2008, une série de procédures visant à obtenir réparation du préjudice qu'elle estimait avoir subi du fait des pratiques anticoncurrentielles d'entreprises du secteur de la construction à l'occasion de l'attribution des différents marchés de rénovation des lycées en Île-de-France.

Le Tribunal des conflits ayant jugé, le 16 novembre 2015, que ce litige relevait des juridictions administratives, la Région avait, le 28 mars 2017, saisi le tribunal administratif de Paris de plusieurs requêtes indemnitaires (une par lycée concerné) aux fins de condamnation in solidum des co-auteurs du dommage au paiement d'une indemnité d'un montant de 16,4% du prix payé pour chaque lycée (soit un montant total de 293,3 millions d'euros hors intérêts). Par plusieurs jugements en date du 29 juillet 2019, le tribunal administratif de Paris a déclaré prescrites les actions indemnitaires engagées.

Sur appel de la Région, la cour administrative d'appel, par deux arrêts du 19 février 2021, a jugé que l'action en responsabilité de la Région n'était pas atteinte par la prescription et a ordonné une mesure d'expertise aux fins d'évaluation du préjudice. Par deux arrêts en date du 17 mai 2023, le Conseil d'Etat a rejeté les pourvois formés par les sociétés du Groupe concernées contre les arrêts précités de la cour administrative d'appel. L'expertise ordonnée par la cour administrative d'appel en 2021, suspendue dans l'attente de la décision du Conseil d'Etat, a repris.

- Le conseil d'administration d'Equans du 2 mai 2023 a décidé la mise en place d'un dispositif exceptionnel d'incitation à la performance dénommé « Plan de Performance Management » (ou « PPM »). Ce dispositif vise à assurer l'engagement d'un nombre sélectionné de managers d'Equans et l'alignement de leurs intérêts avec les objectifs financiers que Bouygues a fixés pour Equans jusqu'en 2027. Les modalités et les impacts relatifs à ce plan de performance sont détaillés en notes 2.13.3 et 20.4 de l'annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2023.
- Le 30 mai 2023, Bouygues a annoncé le succès du placement d'une émission obligataire pour un montant de 1 milliard d'euros à 8 ans (échéance 17 juillet 2031) portant un coupon de 3,875%.
- Au cours de l'exercice de 2023, le crédit syndiqué mis en place dans le cadre du financement de l'acquisition d'Equans été remboursé dans sa totalité soit 2 450 millions d'euros.
- Comme mentionné en note 1.2.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2023, Bouygues E&S Contracting UK Limited (« BYES Contracting ») et Full Circle Génération Ltd (le « Client ») ont conclu le 3 novembre 2015 (i) un contrat de conception construction (le « CCC ») et (ii) un contrat d'exploitation-maintenance (le « CEM ») pour réaliser une centrale biomasse (Energy from Waste) dans le port de Belfast. La centrale a été réceptionnée le 26 mars 2020. Le Client ayant considéré que les tests de performance réalisés à compter de cette date n'ont pas été concluants, il a procédé à la résiliation du CCC pour faute le 5 juillet 2021, et à la résiliation du CEM pour faute le 6 juillet 2021. BYES Contracting conteste le droit à résiliation du Client.

Le 28 mars 2022, le Client a initié une procédure d'arbitrage en vue de se voir indemniser des dommages résultant de la non-atteinte des performances de la centrale, qu'il valorise dans un mémoire au tribunal en date du 30 juin 2023, à 323,8 millions d'euros au titre du CCC et à 88,5 millions d'euros au titre du CEM (hors intérêts). La procédure suit son cours. Bouygues E&S Contracting UK Limited conteste la demande du Client.

- Le 15 septembre 2023, Equans a signé un accord avec le consortium Swiss Life Asset Managers et Schroders Greencoat en vue de la cession de ses activités de réseaux de chaleur et de refroidissement urbains au Royaume-Uni pour une valeur d'entreprise cumulée d'environ 260 millions de livres sterling (270 millions y compris la dette IFRS 16). L'activité devant être cédée, connue sous le nom d'Equans Urban Energy, comprend East London Energy Limited et Equans DE Holding Company Limited. Humber Energy sera également intégré à la transaction. Cette cession s'inscrit dans le cadre du plan stratégique d'Equans, présenté le 23 février 2023 lors de son Capital Markets Day, qui prévoyait la cession des activités

asset-based. Elle est sans impact sur la trajectoire de chiffre d'affaires et de résultat opérationnel courant des activités (ROCA) d'Equans présentée lors du Capital Markets Day.

La cession de ces activités, hors Humber Energy, a été finalisée le 31 décembre 2023 pour une valeur d'entreprise cumulée d'environ 255 millions de livres sterling hors dettes IFRS 16 (284 millions d'euros, dont 139 millions d'euros de prix de cession de titres) après obtention des approbations de la Commission européenne et du Cabinet Office. La finalisation de la cession de Humber Energy est attendue au deuxième semestre 2024.

Le 10 octobre 2023, Equans a signé un accord avec Essent en vue de la cession de ses activités de stockage d'énergie en aquifère aux Pays-Bas. Cette cession a été finalisée le 1^{er} décembre 2023 pour une valeur d'entreprise hors dettes IFRS 16 de 55 millions d'euros, dont 53 millions d'euros de prix de cession de titres.

- Le 20 septembre 2023, faisant suite à la tenue d'un conseil d'administration le 17 septembre 2023, Bouygues a déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») un projet d'offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire visant les titres Colas qu'elle ne détient pas, au prix de 175 euros par action et un projet de note d'information (ensemble l'« Offre »). Ce prix de 175 euros par action Colas, représentant un montant total d'environ 180 millions d'euros, payable exclusivement en numéraire, fait ressortir les niveaux de prime suivants :
 - 54,2% sur le cours de bourse de Colas à la clôture du 15 septembre 2023 ;
 - 52,2%, 50,1% et 50,4% sur la moyenne des cours de bourse pondérés par les volumes de Colas respectivement des 60, 120 et 240 derniers jours de cotation précédent l'annonce de l'Offre.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une opération de simplification de la structure capitalistique de Colas et du groupe Bouygues.

Au 30 septembre 2023, un engagement de rachat des minoritaires Colas a été constaté en dettes financières courantes en contrepartie des capitaux propres en « Acquisitions et cessions sans changement de contrôle » dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

Le 21 novembre 2023, l'AMF a validé les projets d'offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire et de note d'information déposés.

Le rachat des minoritaires Colas a été constaté en « Acquisitions et cessions sans changement de contrôle » dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés et en « Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires » dans l'état consolidé des flux de trésorerie.

A l'issue du retrait obligatoire le 22 décembre 2023, le groupe Bouygues détient 100% des titres et Colas a été retiré de la cote. Le résultat de Colas est consolidé à 100% dans les comptes du Groupe à compter du 1^{er} octobre 2023.

- Le 2 octobre 2023, Bouygues a levé 450 millions d'euros en mobilisant deux émissions obligataires existantes avec prise d'effet au 9 octobre 2023 (250 millions d'euros de valeur nominale sur l'obligation à échéance le 7 juin 2027 et 200 millions d'euros de valeur nominale sur l'obligation à échéance le 11 février 2030). 390 millions d'euros ont été encaissés après prise en compte d'une décote de 60 millions d'euros reflétant la variation des taux d'intérêts depuis l'émission initiale. Au 30 juin 2024, la maturité moyenne des obligations du Groupe est de 7,8 ans à un coupon moyen de 3,01% (et un taux effectif moyen de 2,25%). L'échéancier de la dette est bien réparti dans le temps et la prochaine échéance obligataire est en octobre 2026.

1.3 Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 30 juin 2024

- Newen Studios, filiale de TF1, est entré en négociations exclusives avec Timothy O. Johnson (fondateur) et A+E Networks en vue de l'acquisition de 63% de Johnson Production Group (JPG), entreprise de production et distribution de téléfilms établie aux Etats-Unis.

La finalisation de cette acquisition devrait intervenir au cours du troisième trimestre 2024.

Note 2 Principes et méthodes comptables du Groupe

2.1 Déclaration de conformité

Les comptes consolidés intermédiaires condensés de Bouygues et de ses filiales (« le Groupe ») au 30 juin 2024 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. S'agissant de comptes condensés, ils doivent être lus en relation avec les comptes consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 présentés dans le document d'enregistrement universel déposé le 22 mars 2024 auprès de l'AMF.

Ils ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, les IAS (*International Accounting Standards*), complétées des interprétations formulées par l'ancien *International Financial Reporting Interpretations Committee* (« IFRIC »), à présent appelé *IFRS Interpretation Committee*, ou émises par l'organisme qui l'a précédé, le *Standing Interpretation Committee* (« SIC »), approuvées par l'Union européenne et applicables à cette date. Au 30 juin 2024, le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'Union européenne.

Les comptes sont présentés en millions d'euros (sauf mention contraire), devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe, et intègrent le bilan, le compte de résultat, l'état des produits et charges comptabilisés, le tableau de variation des capitaux propres, l'état des flux de trésorerie et l'annexe.

2.2 Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues SA et de ses six métiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 25 juillet 2024.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2024 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états financiers au 31 décembre 2023 et au 30 juin 2023.

La Direction du Groupe a établi les comptes consolidés intermédiaires condensés en prenant en compte des estimations et hypothèses telles que décrites en note 2.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2023.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- Lors des clôtures intermédiaires, la charge d'impôt des sociétés au titre de la période est évaluée selon les principes définis par la norme IAS 34 sur la base de la meilleure estimation du taux d'imposition annuel moyen attendu pour l'ensemble de l'exercice appliqué au résultat avant impôt de la période (sauf pour les sociétés françaises de l'intégration fiscale de Bouygues SA dont la charge d'impôt est appréciée selon une imposition réelle à la fin de période).

- Les charges comptabilisées sur la période au titre des avantages du personnel correspondent au prorata des charges estimées sur l'année, calculées sur la base des hypothèses actuarielles et des prévisions réalisées au 31 décembre 2023. Les effectifs, les salaires ou hypothèses actuarielles peuvent être mis à jour lorsque l'impact est significatif.

A compter des comptes semestriels arrêtés au 30 juin 2024, TF1 a reclassé la production immobilisée relative à la production de ses programmes audiovisuels, précédemment présentée en « autres produits d'exploitation », en diminution des charges de production qui la constituent. Ce reclassement ne change pas la performance de TF1 mais modifie la présentation des postes « autres produits d'exploitation », « achats consommés », « charges de personnel », « charges externes » du compte de résultat.

Les comptes de résultat consolidés du groupe Bouygues du premier semestre 2023 et de l'exercice 2023 n'ont pas été republiés compte tenu de la non-matérialité du reclassement et de l'absence d'impact sur les indicateurs financiers clés du Groupe.

Les autres produits d'exploitation auraient été réduits de 94 millions d'euros sur le premier semestre 2023 et de 227 millions d'euros sur l'exercice 2023, pour reclasser ces montants en minoration des charges de production.

2.3 Nouvelles normes et interprétations IFRS

Au 30 juin 2024, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les comptes consolidés de l'exercice 2023, à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2024.

- Principaux amendements significatifs en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2024
 - Amendement à IFRS 16 - Passif de location relatif à une cession-bail
Le 22 septembre 2022, l'IASB a publié un amendement à IFRS 16 relatif à l'évaluation initiale et ultérieure du droit d'utilisation et de l'obligation locative découlant d'une transaction de cession-bail. Cet amendement a été adopté par l'Union européenne le 20 novembre 2023. Il n'a pas d'impact sur les comptes consolidés au 30 juin 2024.
 - Amendements à IAS 1 - Classement des passifs en tant que passifs courants et non courants
L'IASB a publié des amendements à IAS 1 entre janvier 2020 et octobre 2022 relatifs au classement des passifs courants ou non courants pour des passifs assortis de clauses de covenants et dettes convertibles. Ces amendements ont été adoptés par l'Union européenne le 19 décembre 2023. Ils n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés au 30 juin 2024.
 - Amendement à IAS 7 et IFRS 7 - Accords de financement fournisseurs
Le 25 mai 2023, l'IASB a publié un amendement à IAS 7 et IFRS 7 relatif aux informations à fournir dans les états financiers sur les effets d'accords de financement de fournisseurs, tels que les accords d'affacturage inversé, sur la situation financière, les flux de trésorerie d'une entité et sur son exposition au risque de liquidité. Cet amendement a été adopté par l'Union européenne le 15 mai 2024. Par conséquent les informations communiquées en annexe au titre des accords de financement fournisseurs ont été enrichies en note 6.3 de l'annexe.

- Principales normes, amendements et interprétations essentiels publiés par l'IASB, non adoptés par l'Union européenne :

- IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers

Le 9 avril 2024, l'IASB a publié la norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers ». IFRS 18 remplacera IAS 1 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées afin de permettre aux investisseurs de disposer d'informations plus transparentes et comparables sur la performance financière des entreprises au travers de trois axes principaux :

- L'amélioration de la comparabilité du compte de résultat avec l'introduction de nouvelles catégories de produits et de charges (exploitation, investissement et financement) et la mise en place de sous-totaux obligatoires ;
- L'amélioration des informations communiquées sur les indicateurs de performance; et
- La revue de la pertinence des informations à communiquer dans les états financiers ou dans les notes annexes afin que celles-ci soient le plus utiles aux investisseurs.

La nouvelle norme, non adoptée par l'Union européenne, sera applicable au 1^{er} janvier 2027 avec une application rétrospective. Sous réserve d'adoption, cette norme pourra faire l'objet d'une application anticipée dès 2026.

L'impact d'IFRS 18 sur la présentation des états financiers et des annexes aux états financiers est en cours d'analyse par le Groupe.

Note 3 Actif non courant

3.1 Goodwill

3.1.1 Évolution de la valeur nette sur le premier semestre 2024

| | Valeur nette |
|--|---------------|
| 31/12/2023 | 12 658 |
| Changements de périmètre | 12 |
| Pertes de valeur | |
| Autres mouvements (écarts de conversion et autres) | 1 |
| 30/06/2024 | 12 671 |

Le goodwill lié à l'acquisition d'Equans s'élevant à 5 205 millions d'euros est devenu définitif au cours de l'exercice 2023 à la suite de la finalisation du bilan d'ouverture sur le 3^{ème} trimestre 2023. Comme indiqué dans l'annexe aux états financiers de l'exercice 2023, les comptes consolidés intermédiaires du 30 juin 2023 n'ont pas été republiés à la suite de la revue définitive de l'allocation du prix d'acquisition d'Equans. Les principaux impacts sont détaillés dans la note 3.2.4 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2023.

3.1.2 Répartition du goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT)

| UGT | 30/06/2024 | | 31/12/2023 | |
|------------------------------------|---------------|--------------------------|---------------|--------------------------|
| | Total | Bouygues ou filiales (%) | Total | Bouygues ou filiales (%) |
| Bouygues Construction ^a | 257 | 100,00 | 257 | 100,00 |
| Colas ^b | 1 551 | 100,00 | 1 545 | 100,00 |
| Equans ^b | 6 152 | 100,00 | 6 148 | 100,00 |
| TF1 ^b | 1 310 | 45,79 | 1 307 | 45,40 |
| Bouygues Telecom ^b | 3 401 | 90,53 | 3 401 | 90,53 |
| TOTAL | 12 671 | | 12 658 | |

(a) goodwill sur filiales acquises par le métier uniquement

(b) goodwill sur acquisitions réalisées par le métier et sur acquisitions réalisées au niveau de Bouygues SA sur l'UGT

En l'absence d'indice de perte de valeur, les goodwill comptabilisés au 30 juin 2024 n'ont pas fait l'objet d'un nouveau test de dépréciation.

3.2 Coentreprises et entités associées

La quote-part du résultat des coentreprises et entités associées est détaillée par métier en note 11 de l'annexe.

| | Valeur nette |
|---|--------------|
| 31/12/2023 | 1 758 |
| Quote-part du résultat de la période | 6 |
| Écarts de conversion | 3 |
| Autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres | 7 |
| Résultat net et produits et charges nets comptabilisés | 16 |
| Affectation du résultat N-1, distribution de dividendes, investissements et augmentations de capital, cessions, virements de rubriques et autres mouvements | 4 |
| 30/06/2024 | 1 778 |

Note 4 Information sur les capitaux propres consolidés

4.1 Capital de Bouygues SA

Au 30 juin 2024, le capital social de Bouygues SA est constitué de 379 236 788 actions, d'une valeur nominale d'un euro. Ce capital comprend 2 008 053 actions détenues en propre dont 1 200 000 actions sont destinées à être annulées pour 44 millions d'euros et 808 053 actions sont destinées à des plans d'actions gratuites pour 27 millions d'euros. Au cours du premier semestre 2024, 1 372 405 actions détenues en propre ont été acquises pour 50 millions d'euros après attribution d'actions aux mandataires sociaux.

| | 31/12/2023 | Flux 2024 | | 30/06/2024 |
|-------------------------|--------------------|----------------|--------------------|--------------------|
| | | Augmentation | Réduction | |
| Actions | 382 273 297 | 288 491 | (3 325 000) | 379 236 788 |
| NOMBRE DE TITRES | 382 273 297 | 288 491 | (3 325 000) | 379 236 788 |
| Nominal | 1 € | | | 1 € |
| CAPITAL EN EUROS | 382 273 297 | 288 491 | (3 325 000) | 379 236 788 |

L'augmentation du capital correspond à l'exercice d'options de souscription pour 288 491 actions sur le premier semestre 2024 pour 9 millions d'euros. La diminution du capital de 102 millions d'euros correspond à l'annulation de 3 325 000 actions propres le 26 février 2024.

Note 5 Provisions non courantes et courantes

5.1 Provisions non courantes

| | Avantages du personnel ^a | Litiges, contentieux, réclamations, travaux ^b | Garanties données ^c | Autres provisions non courantes ^d | Total |
|---|-------------------------------------|--|--------------------------------|--|---------------------------|
| 31/12/2023 | 792 | 329 | 617 | 658 | 2 396 |
| Écarts de conversion | (1) | | 6 | 1 | 6 |
| Dotations | 66 | 12 | 26 | 29 | 133 |
| Reprises sur provisions utilisées | (54) | (18) | (26) | (23) | (121) |
| Reprises sur provisions non utilisées | (3) | (12) | (7) | (6) | (28) |
| Gains et pertes actuariels | 12 | | | | 12 ^e |
| Virements de rubriques et autres mouvements | 3 | 2 | 4 | 10 | 19 |
| 30/06/2024 | 815 | 313 | 620 | 669 | 2 417 ^f |

Les provisions sont valorisées en fonction de la meilleure estimation du risque par le management. Les provisions pour litiges, contentieux, réclamations et travaux concernent principalement Bouygues Telecom, Bouygues Construction, Colas et Equans. L'indication de provisions individualisées n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci.

| | |
|---|------------|
| (a) Avantages du personnel | 815 |
| Indemnités de fin de carrière (IFC) | 540 |
| Médailles du travail | 161 |
| Autres avantages du personnel long terme | 114 |
| (b) Litiges, contentieux, réclamations, travaux | 313 |
| Provisions sur litiges clients | 60 |
| Réclamations sous-traitants | 52 |
| Autres litiges de personnel et divers | 201 |
| (c) Garanties données | 620 |
| Provisions garanties décennales | 516 |
| Provisions garanties complémentaires bâtiment génie civil/travaux publics | 104 |
| (d) Autres provisions non courantes | 669 |
| Provisions risques divers étranger | 31 |
| Provisions risques sociétés non contrôlées | 157 |
| Démantèlement et remise en état des sites | 311 |
| Provisions contrôle organismes sociaux | 80 |
| Autres provisions non courantes | 90 |

(e) Les écarts actuariels au titre des avantages du personnel figurent pour 12 millions d'euros dans l'état consolidé des produits et charges comptabilisés.

(f) Les passifs éventuels d'Equans intégrés dans les provisions non courantes s'établissent à 62 millions d'euros au 30 juin 2024 contre 60 millions d'euros au 31 décembre 2023. La variation de la période s'explique par des écarts de conversion. Ils sont constitués de provisions pour garanties données pour 53 millions d'euros et de provisions pour litiges et contentieux pour 9 millions d'euros.

5.2 Provisions courantes

| Provisions liées à l'exploitation | Provisions garanties données aux clients | Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers | Provisions pour pertes à terminaison chantiers | Autres provisions courantes ^a | Total |
|---|---|--|---|--|---------------------------|
| 31/12/2023 | 103 | 535 | 774 | 590 | 2 002 |
| Écarts de conversion | (1) | 2 | 1 | 1 | 3 |
| Dotations | 12 | 55 | 182 | 122 | 371 |
| Reprises sur provisions utilisées | (11) | (81) | (195) | (138) | (425) |
| Reprises sur provisions non utilisées | (2) | (27) | (63) | (19) | (111) |
| Virements de rubriques et autres mouvements | 2 | | 4 | 1 | 7 |
| 30/06/2024 | 104 | 484 | 703 | 557 | 1 848 ^b |

Les provisions pour risques chantiers, travaux et fin de chantiers et pour pertes à terminaison concernent principalement Bouygues Construction, Colas et Equans. L'indication de provisions individualisées n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci.

| | |
|--|------------|
| (a) Autres provisions courantes : | 557 |
| Provisions pour réassurance | 66 |
| Provisions pour restructuration | 12 |
| Provisions pour remise en état des sites (courant) | 35 |
| Provisions courantes diverses | 444 |

(b) Les passifs éventuels d'Equans intégrés dans les provisions courantes s'établissent à 75 millions d'euros au 30 juin 2024 contre 81 millions d'euros au 31 décembre 2023. La variation de la période s'explique principalement par une reprise de provision de 7 millions d'euros. Ils sont constitués de provisions garanties données au client totalement reprises au 30 juin 2024, de provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers pour 21 millions d'euros, de provisions pour pertes à terminaison pour 7 millions d'euros et d'autres provisions courantes pour 47 millions d'euros.

Note 6 Dettes financières non courantes et courantes

6.1 Répartition des emprunts

| | Dettes financières courantes | | Dettes financières non courantes | |
|--|---------------------------------|------------|-------------------------------------|---------------|
| | 30/06/2024 | 31/12/2023 | 30/06/2024 | 31/12/2023 |
| Emprunts obligataires | 73 | 102 | 8 734 | 8 749 |
| Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit | 362 | 275 | 1 674 | 1 644 |
| Emprunts et dettes financières divers | 138 | 155 | 203 | 251 |
| TOTAL DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES | 573 | 532 | 10 611 | 10 644 |

Les dettes financières non courantes et courantes s'établissent 11 184 millions d'euros au 30 Juin 2024 et restent stables par rapport au 31 décembre 2023.

6.2 Covenants et trigger events

Les emprunts obligataires comportent une clause de *change of control* (clause de changement de contrôle de Bouygues SA). Les crédits bancaires contractés par Bouygues SA ne comportent ni *covenant* financier ni *trigger event*. Il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues SA.

6.3 Programmes de cession de créances et d'affacturage inversé

Le Groupe a mis en place plusieurs programmes de cession de créances. L'analyse des risques et avantages tels que définis par IFRS 9 (principalement lorsque les risques d'insolvabilité du débiteur, de retard de paiement et de dilution sont transférés en substance à un tiers) a conduit le Groupe à décomptabiliser, en quasi-totalité, les créances cédées visées par ces programmes. Le montant de créances cédées dé-comptabilisées au 30 juin 2024 est de 119 millions d'euros (165 millions d'euros au 30 juin 2023) contre 437 millions d'euros au 31 décembre 2023 (426 millions d'euros au 31 décembre 2022). Ces cessions sont présentées dans le tableau des flux de trésorerie en variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

Le Groupe dispose également d'un programme de titrisation de créances commerciales, principalement par l'intermédiaire de sa filiale Bouygues Telecom, dont le montant, comptabilisé en « Emprunts et dettes financières divers », s'élève à 626 millions d'euros au 30 juin 2024 (627 millions d'euros au 30 juin 2023) contre 623 millions d'euros au 31 décembre 2023 (531 millions d'euros au 31 décembre 2022). Dans la mesure où ce programme n'est pas déconsolidant, il n'a pas d'incidence sur l'endettement financier net du Groupe. Dans l'état consolidé des flux de trésorerie, la trésorerie encaissée est présentée en « Variation de dettes financières courantes et non courantes ».

Le Groupe a mis en place chez Bouygues Telecom des programmes d'affacturage inversé dans lesquels des dettes fournisseurs sont cédées à des établissements financiers. Ces programmes tripartites proposent la possibilité pour les fournisseurs concernés (dont le règlement en France peut aller jusqu'à 60 jours après la date de la facture) de bénéficier d'un paiement anticipé en contrepartie d'un escompte et pour Bouygues Telecom de bénéficier d'un allongement du délai de paiement accordé par les établissements financiers qui peut aller jusqu'à 90 jours au-delà du délai contractuel.

Bouygues Telecom a mis en place deux programmes pour des durées indéterminées, le premier sans montant maximum (avec un fournisseur de terminaux dont le délai de paiement contractuel est de 30 jours) et le second pour un montant maximum de 110 millions d'euros (avec des fournisseurs de terminaux et d'équipements de réseau dont les délais de paiement contractuels sont de 45 à 60 jours).

Ces programmes s'élèvent à 99 millions d'euros au 30 juin 2024 (94 millions d'euros au 30 juin 2023), dont 42 millions d'euros concernent des factures émises depuis moins de 60 jours (25 millions pour le premier programme et 17 millions pour le second), 35 millions d'euros concernent des factures émises depuis plus de 60 jours à 90 jours (33 millions pour le premier programme et 2 millions pour le second) et 22 millions d'euros concernent des factures émises depuis plus de 90 jours pour le premier programme. Ils s'élevaient à 283 millions d'euros au 31 décembre 2023 et 260 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Les dettes couvertes par ces programmes sont comptabilisées en « Fournisseurs et comptes rattachés. L'état consolidé des flux de trésorerie n'est pas impacté lors du recours à ces programmes. Le paiement est présenté en « Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité » à l'extinction des dettes fournisseurs.

Au 30 juin 2024, la totalité des montants concernés par ces programmes d'affacturage inversé a été réglée par les établissements financiers aux fournisseurs et Bouygues Telecom a bénéficié d'une extension des délais contractuels pour 88 millions d'euros.

Note 7 Variation de l'endettement financier net

| | 31/12/2023 | Écarts de conversion | Changements de périmètre | Flux de trésorerie | Variations des justes valeurs | Autres mouvements | 30/06/2024 |
|--|----------------|----------------------|--------------------------|--------------------|-------------------------------|-------------------|----------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 5 548 | (3) | 5 | (2 310) | | 9 | 3 249 |
| Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque | (641) | 54 | 1 | (237) | | (9) | (832) |
| TRESORERIE NETTE (A) * | 4 907 | 51 | 6 | (2 547) | | | 2 417 |
| Dettes financières non courantes | 10 644 | 49 | | (55) ^c | 34 ^b | (61) | 10 611 |
| Dettes financières courantes | 532 | (3) | 7 | 56 ^c | | (19) | 573 |
| Instruments financiers nets | (18) | (2) | | ^c | (13) | | (33) |
| ENDETTEMENT FINANCIER BRUT (B) | 11 158 | 44 | 7 | 1 | 21 | (80) | 11 151 |
| ENDETTEMENT FINANCIER NET (A) - (B) | (6 251) | 7 | (1) | (2 548) | (21) | 80 | (8 734) |

(a) diminution de la trésorerie nette sur le premier semestre 2024 de 2 490 millions d'euros analysée dans l'état consolidé des flux de trésorerie

(b) dont 33 millions d'euros représentant l'écart entre les intérêts sur les emprunts obligataires payés aux taux coupons et le coût de l'endettement financier net comptabilisé au taux couvert tel que présenté dans la CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés

(c) flux nets de trésorerie positifs liés aux opérations de financement du premier semestre 2024 de 1 million d'euros analysés dans l'état consolidé des flux de trésorerie se décomposant en augmentation de 72 millions d'euros et en diminution de 71 millions d'euros

(d) dont 35 millions d'euros chez Bouygues Telecom à la suite du règlement du complément de prix BTBD figurant en "Dettes nettes sur activités consolidées" dans l'état consolidé des flux de trésorerie

À la suite de l'allocation définitive du prix d'acquisition d'Equans, l'endettement financier net au 30 juin 2023 retraité s'élève à 10 588 millions d'euros, soit un impact de 15 millions d'euros par rapport à l'endettement financier net publié qui s'élevait à 10 573 millions d'euros (cf. note 3.1 de l'annexe).

Note 8 Chiffre d'affaires

8.1 Analyse par métier

Le chiffre d'affaires par métier est présenté après élimination du chiffre d'affaires inter-activités.

| | 1 ^{er} semestre 2024 | | | | 1 ^{er} semestre 2023 | | | |
|-------------------------------------|-------------------------------|---------------|---------------|------------|-------------------------------|---------------|---------------|------------|
| | France | International | Total | % | France | International | Total | % |
| Bouygues Construction | 1 882 | 3 005 | 4 887 | 19 | 1 916 | 2 774 | 4 690 | 18 |
| Bouygues Immobilier | 549 | 65 | 614 | 2 | 689 | 54 | 743 | 3 |
| Colas | 3 012 | 3 815 | 6 827 | 26 | 2 992 | 3 769 | 6 761 | 26 |
| Equans | 3 124 | 6 192 | 9 316 | 35 | 3 058 | 6 043 | 9 101 | 35 |
| TF1 | 965 | 120 | 1 085 | 4 | 891 | 130 | 1 021 | 4 |
| Bouygues Telecom | 3 755 | | 3 755 | 14 | 3 788 | | 3 788 | 14 |
| Bouygues SA et autres | 4 | 28 | 32 | 0 | 5 | 27 | 32 | 0 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ | 13 291 | 13 225 | 26 516 | 100 | 13 339 | 12 797 | 26 136 | 100 |

| | 2 ^{ème} trimestre 2024 | | | | 2 ^{ème} trimestre 2023 | | | |
|-------------------------------------|---------------------------------|---------------|---------------|------------|---------------------------------|---------------|---------------|------------|
| | France | International | Total | % | France | International | Total | % |
| Bouygues Construction | 952 | 1 523 | 2 475 | 18 | 971 | 1 439 | 2 410 | 17 |
| Bouygues Immobilier | 296 | 37 | 333 | 2 | 380 | 32 | 412 | 3 |
| Colas | 1 727 | 2 468 | 4 195 | 30 | 1 706 | 2 457 | 4 163 | 30 |
| Equans | 1 555 | 3 176 | 4 731 | 33 | 1 556 | 3 163 | 4 719 | 33 |
| TF1 | 517 | 65 | 582 | 4 | 474 | 75 | 549 | 4 |
| Bouygues Telecom | 1 867 | | 1 867 | 13 | 1 858 | | 1 858 | 13 |
| Bouygues SA et autres | 3 | 16 | 19 | | 4 | 14 | 18 | |
| CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ | 6 917 | 7 285 | 14 202 | 100 | 6 949 | 7 180 | 14 129 | 100 |

La ventilation du chiffre d'affaires par nature et métier figure en note 11 de l'annexe.

8.2 Analyse par activité

| | Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2024 | Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2023 |
|---|---|---|
| Bouygues Construction | 4 945 | 4 746 |
| Bouygues Immobilier | 614 | 743 |
| dont Logement | 606 | 709 |
| dont Tertiaire | 8 | 34 |
| Colas | 6 856 | 6 788 |
| Equans | 9 351 | 9 138 |
| TF1 | 1 104 | 1 038 |
| dont Média | 984 | 904 |
| dont Newen Studios | 120 | 134 |
| Bouygues Telecom | 3 785 | 3 806 |
| dont Chiffre d'affaires Services ^a | 3 066 | 2 948 |
| dont Autres | 719 | 858 |
| Bouygues SA et autres | 107 | 118 |
| Chiffre d'affaires inter-activités | (246) | (241) |
| CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ | 26 516 | 26 136 |

(a) Le chiffre d'affaires facturé aux clients inclus dans le chiffre d'affaires Services de Bouygues Telecom s'élève à 3 063 millions d'euros au premier semestre 2024 contre 2 914 millions d'euros au premier semestre 2023.

| | Chiffre d'affaires 2 ^{ème} trimestre 2024 | Chiffre d'affaires 2 ^{ème} trimestre 2023 |
|---|---|---|
| Bouygues Construction | 2 501 | 2 436 |
| Bouygues Immobilier | 333 | 412 |
| dont Logement | 330 | 388 |
| dont Tertiaire | 3 | 24 |
| Colas | 4 212 | 4 175 |
| Equans | 4 749 | 4 740 |
| TF1 | 592 | 558 |
| dont Média | 531 | 485 |
| dont Newen Studios | 61 | 73 |
| Bouygues Telecom | 1 886 | 1 869 |
| dont Chiffre d'affaires Services ^a | 1 543 | 1 486 |
| dont Autres | 343 | 383 |
| Bouygues SA et autres | 56 | 60 |
| Chiffre d'affaires inter-activités | (127) | (121) |
| CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ | 14 202 | 14 129 |

(a) Le chiffre d'affaires facturé aux clients inclus dans le chiffre d'affaires Services de Bouygues Telecom s'élève à 1 541 millions d'euros au deuxième trimestre 2024 contre 1 470 millions d'euros au deuxième trimestre 2023.

8.3 Carnet de commandes

| | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Activités de construction | 31 040 | 30 822 | 28 420 |
| dont Bouygues Construction | 15 949 | 15 398 | 15 007 |
| dont Bouygues Immobilier | 1 010 | 1 353 | 985 |
| dont Colas | 14 081 | 14 071 | 12 428 |
| Equans | 26 493 | 26 397 | 24 777 |

Note 9 Résultat opérationnel

| | 1 ^{er} semestre | | 2 ^{ème} trimestre | |
|--------------------------------------|--------------------------|------------|----------------------------|------------|
| | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 702 | 681 | 699 | 695 |
| Autres produits opérationnels | | 41 | | 31 |
| Autres charges opérationnelles | (106) | (121) | (64) | (87) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 596 | 601 | 635 | 639 |

La répartition par métier du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel est présentée en note 11 de l'annexe.

1^{er} semestre 2024

Les autres charges opérationnelles nettes s'élèvent à 106 millions d'euros pour le Groupe et se composent principalement de 41 millions d'euros de coûts de réorganisation et d'intégration et 52 millions d'euros de coûts liés à des dispositifs d'incitation à la performance.

Les autres charges opérationnelles nettes se décomposent par métier de la manière suivante :

- 47 millions d'euros de charges au titre du Plan de Performance Management (cf. note 1.2 de l'annexe) chez Equans et Bouygues SA et 6 millions d'euros de coûts d'intégration chez Equans ;
- 23 millions d'euros de charges de restructuration chez Bouygues Immobilier au titre de la première phase du plan de sauvegarde de l'emploi (volontariat et reclassement interne) et des départs actés au premier trimestre 2024 (cf. note 1.1 de l'annexe);
- 4 millions d'euros de coûts de réorganisation, 5 millions d'euros de charges en lien avec des contrôles fiscaux et 4 millions d'euros d'autres charges opérationnelles chez Bouygues Telecom ;
- 8 millions d'euros de coûts en lien avec l'accord Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en 2024 et 5 millions d'euros de coûts liés au dispositif exceptionnel d'incitation à la performance chez TF1 ; et
- 3 millions d'euros de coûts en lien avec un changement de réglementation chez Bouygues Construction.

1^{er} semestre 2023

Les autres charges opérationnelles nettes s'élevaient à 80 millions d'euros pour le Groupe et se composaient principalement pour 42 millions d'euros de coûts de réorganisation et d'intégration, 25 millions d'euros de coûts liés au dénouement du litige Centennial et 24 millions d'euros de provisions pour risques ; partiellement compensés par 29 millions d'euros d'impact lié à la réforme des retraites en France.

Les autres charges opérationnelles nettes se décomposaient par métier de la manière suivante :

- 10 millions d'euros de reprise de dépréciations de droits d'utilisation comptabilisées au quatrième trimestre 2022 et 6 millions d'euros de reprises nettes de provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles, partiellement compensés par 4 millions d'euros de coûts de mise en œuvre du partage de réseau et 1 million d'euros d'autres charges opérationnelles chez Bouygues Telecom ;
- 25 millions d'euros de coûts liés au dénouement du litige Centennial à Singapour (note 1.2 de l'annexe), 24 millions d'euros de provisions pour risques dont 21 millions d'euros liés à un changement de réglementation et 7 millions d'euros de coûts après signature en mai 2023 d'une convention judiciaire d'intérêt public avec le Parquet National Financier relatif à l'attribution des marchés publics du chantier du Centre Hospitalier Annecy Genevois et 1 million d'euros d'autres charges opérationnelles ; partiellement compensés par 11 millions d'euros de reprises nettes de provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles chez Bouygues Construction ;
- 8 millions d'euros au titre des charges du Plan de Performance Management mis en place en mai 2023 (note 1.2 de l'annexe), 8 millions d'euros de frais de conseil dans le cadre d'une revue stratégique des activités et 7 millions d'euros de coûts d'intégration ; partiellement compensés par 4 millions d'euros de reprises nettes de provisions pour indemnités de fin de carrière chez Equans ;
- 25 millions d'euros de coûts de réorganisation nets liés principalement au nouvel accord Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) dans le cadre d'une stratégie d'accélération digitale accompagnée d'une optimisation de ressources en 2023 ; partiellement compensés par 6 millions d'euros de reprises nettes de provisions pour indemnités de fin de carrière chez TF1 ; et
- 9 millions d'euros de coûts liés à la réorganisation en France partiellement compensés par 1 million d'euros de reprises nettes de provisions pour indemnités de fin de carrière chez Colas.

Note 10 Impôt

La charge d'impôt s'élève à 162 millions d'euros au premier semestre 2024.

| | 1 ^{er} semestre | | 2 ^{ème} trimestre | |
|-----------------------------------|--------------------------|--------------|----------------------------|--------------|
| | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 |
| PRODUIT / (CHARGE) D'IMPÔT | (162) | (155) | (155) | (152) |

Le taux effectif d'impôt est de 39% au premier semestre 2024, inchangé par rapport au premier semestre 2023. Le taux effectif 2024 s'explique principalement par des pertes n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'impôts différés actifs à l'étranger ainsi que par les dépenses non déductibles constituant des différences permanentes.

La charge d'impôt du premier semestre 2024 intègre une estimation de charge complémentaire au titre de l'impôt minimum mondial (Pilier 2) de 4 millions d'euros.

Note 11 Information sectorielle

Les contributions par métier aux principaux agrégats du Groupe sont les suivantes :

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | Equans | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|---|--------------------------|------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------------|--------------------------|---------------|
| COMPTE DE RÉSULTAT | | | | | | | | |
| 1^{er} SEMESTRE 2024 | | | | | | | | |
| Publicité | | | | | 802 | | | 802 |
| Prestations de services | 379 | 24 | 264 | 2 286 | 278 | 3 066 | 107 | 6 404 |
| Autres produits sur activités de construction | 4 506 | 590 | 5 224 | 6 928 | | | | 17 248 |
| Autre chiffre d'affaires | 60 | | 1 368 | 137 | 24 | 719 | | 2 308 |
| Chiffre d'affaires total | 4 945 | 614 | 6 856 | 9 351 | 1 104 | 3 785 | 107 | 26 762 |
| Chiffre d'affaires inter-activités | (58) | | (29) | (35) | (19) | (30) | (75) | (246) |
| CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES | 4 887 | 614 | 6 827 | 9 316 | 1 085 | 3 755 | 32 | 26 516 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT DES ACTIVITÉS | | | | | | | | |
| | 134 | (36) | (119) | 300 | 129 | 356 | (17) | 747 |
| Amortissements et dépréciations des actifs incorporels reconnus lors des acquisitions (PPA) | | | (4) | | (1) | (12) | (28) | (45) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 134 | (36) | (123) | 300 | 128 | 344 | (45) | 702 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 131 | (59) | (123) | 254 | 115 | 331 | (53) | 596 |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées | 6 | 2 | 5 | 19 | 1 | (29) | 2 | 6 |
| RÉSULTAT NET PART DU GROUPE | 109 | (53) | (150) | 194 | 44 | 147 | (105) | 186 |

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | Equans | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|---|--------------------------|------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------------|--------------------------|---------------|
| COMPTE DE RÉSULTAT | | | | | | | | |
| 1^{er} SEMESTRE 2023 | | | | | | | | |
| Publicité | | | | | 746 | | | 746 |
| Prestations de services | 401 | 31 | 277 | 2 550 | 267 | 2 948 | 118 | 6 592 |
| Autres produits sur activités de construction | 4 294 | 712 | 5 152 | 6 384 | | | | 16 542 |
| Autre chiffre d'affaires | 51 | | 1 359 | 204 | 25 | 858 | | 2 497 |
| Chiffre d'affaires total | 4 746 | 743 | 6 788 | 9 138 | 1 038 | 3 806 | 118 | 26 377 |
| Chiffre d'affaires inter-activités | (56) | | (27) | (37) | (17) | (18) | (86) | (241) |
| CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES | 4 690 | 743 | 6 761 | 9 101 | 1 021 | 3 788 | 32 | 26 136 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT DES ACTIVITÉS | | | | | | | | |
| | 120 | | (127) | 243 | 152 | 366 | (27) | 727 |
| Amortissements et dépréciations des actifs incorporels reconnus lors des acquisitions (PPA) | | | (4) | | (2) | (14) | (26) | (46) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 120 | | (131) | 243 | 150 | 352 | (53) | 681 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 74 | | (139) | 224 | 131 | 363 | (52) | 601 |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées | 10 | 8 | 33 | 10 | | (18) | 3 | 46 |
| RÉSULTAT NET PART DU GROUPE | 79 | | (132) | 148 | 46 | 192 | (108) | 225 |

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | Equans | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|---|--------------------------|------------------------|--------------|--------------|------------|---------------------|--------------------------|---------------|
| COMPTE DE RÉSULTAT | | | | | | | | |
| 2^{ème} TRIMESTRE 2024 | | | | | | | | |
| Publicité | | | | | 439 | | | 439 |
| Prestations de services | 190 | 13 | 143 | 1 192 | 141 | 1 543 | 56 | 3 278 |
| Autres produits sur activités de construction | 2 291 | 320 | 3 183 | 3 498 | | | | 9 292 |
| Autre chiffre d'affaires | 20 | | 886 | 59 | 12 | 343 | | 1 320 |
| Chiffre d'affaires total | 2 501 | 333 | 4 212 | 4 749 | 592 | 1 886 | 56 | 14 329 |
| Chiffre d'affaires inter-activités | (26) | | (17) | (18) | (10) | (19) | (37) | (127) |
| CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES | 2 475 | 333 | 4 195 | 4 731 | 582 | 1 867 | 19 | 14 202 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT DES ACTIVITÉS | 72 | (10) | 181 | 167 | 92 | 226 | (7) | 721 |
| Amortissements et dépréciations des actifs incorporels reconnus lors des acquisitions (PPA) | | | (2) | | (1) | (6) | (13) | (22) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 72 | (10) | 179 | 167 | 91 | 220 | (20) | 699 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 69 | (28) | 179 | 143 | 81 | 216 | (25) | 635 |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées | 3 | | 4 | 13 | | (13) | 3 | 10 |
| RÉSULTAT NET PART DU GROUPE | 48 | (29) | 105 | 114 | 30 | 109 | (45) | 332 |

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | Equans | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|---|--------------------------|------------------------|--------------|--------------|------------|---------------------|--------------------------|---------------|
| COMPTE DE RÉSULTAT | | | | | | | | |
| 2^{ème} TRIMESTRE 2023 | | | | | | | | |
| Publicité | | | | | 405 | | | 405 |
| Prestations de services | 204 | 18 | 134 | 1 339 | 139 | 1 486 | 60 | 3 380 |
| Autres produits sur activités de construction | 2 203 | 394 | 3 178 | 3 306 | | | | 9 081 |
| Autre chiffre d'affaires | 29 | | 863 | 95 | 14 | 383 | | 1 384 |
| Chiffre d'affaires total | 2 436 | 412 | 4 175 | 4 740 | 558 | 1 869 | 60 | 14 250 |
| Chiffre d'affaires inter-activités | (26) | | (12) | (21) | (9) | (11) | (42) | (121) |
| CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES | 2 410 | 412 | 4 163 | 4 719 | 549 | 1 858 | 18 | 14 129 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT DES ACTIVITÉS | 62 | | 174 | 145 | 112 | 240 | (15) | 718 |
| Amortissements et dépréciations des actifs incorporels reconnus lors des acquisitions (PPA) | | | (2) | | (1) | (7) | (13) | (23) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 62 | | 172 | 145 | 111 | 233 | (28) | 695 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 35 | | 168 | 131 | 97 | 235 | (27) | 639 |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées | 10 | 4 | 20 | 4 | | (9) | 2 | 31 |
| RÉSULTAT NET PART DU GROUPE | 55 | (1) | 113 | 86 | 33 | 127 | (54) | 359 |

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | Equans | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|---|--------------------------|------------------------|--------------|------------|------------|---------------------|--------------------------|--------------|
| Résultat opérationnel courant | 134 | (36) | (123) | 300 | 128 | 344 | (45) | 702 |
| • Charges d'intérêts sur obligations locatives | (3) | | (20) | (8) | (2) | (18) | 1 | (50) |
| Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations : | | | | | | | | |
| • Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | 51 | 5 | 138 | 80 | 157 | 623 | 35 | 1 089 |
| • Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées | (82) | 9 | 8 | 15 | (7) | 24 | (3) | (36) |
| Retraitement des autres produits d'exploitation : | | | | | | | | |
| • Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres | (64) | (6) | (45) | (38) | (10) | (14) | | (177) |
| EBITDA APRÈS LOYER | | | | | | | | |
| 1^{er} SEMESTRE 2024 | 36 | (28) | (42) | 349 | 266 | 959 | (12) | 1 528 |

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | Equans | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|---|--------------------------|------------------------|--------------|------------|------------|---------------------|--------------------------|--------------|
| Résultat opérationnel courant | 120 | | (131) | 243 | 150 | 352 | (53) | 681 |
| • Charges d'intérêts sur obligations locatives | (3) | | (13) | (5) | (1) | (14) | (1) | (37) |
| Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations : | | | | | | | | |
| • Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | 77 | 5 | 154 | 84 | 145 | 577 | 33 | 1 075 |
| • Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées | (16) | 5 | 10 | (36) | (9) | 23 | 3 | (20) |
| Retraitement des autres produits d'exploitation : | | | | | | | | |
| • Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres | (47) | (21) | (41) | | (8) | (10) | | (127) |
| EBITDA APRÈS LOYER | | | | | | | | |
| 1^{er} SEMESTRE 2023 | 131 | (11) | (21) | 286 | 277 | 928 | (18) | 1 572 |

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | Equans | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|---|--------------------------|------------------------|------------|------------|------------|---------------------|--------------------------|--------------|
| Résultat opérationnel courant | 72 | (10) | 179 | 167 | 91 | 220 | (20) | 699 |
| • Charges d'intérêts sur obligations locatives | (2) | | (10) | (4) | (1) | (9) | 1 | (25) |
| Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations : | | | | | | | | |
| • Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | 25 | 3 | 88 | 40 | 78 | 312 | 17 | 563 |
| • Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées | (54) | 5 | 15 | 15 | (3) | 13 | (1) | (10) |
| Retraitement des autres produits d'exploitation : | | | | | | | | |
| • Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres | (30) | (3) | (21) | (25) | (5) | (6) | | (90) |
| EBITDA APRÈS LOYER 2^{ème} TRIMESTRE 2024 | 11 | (5) | 251 | 193 | 160 | 530 | (3) | 1 137 |

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | Equans | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|---|--------------------------|------------------------|------------|------------|------------|---------------------|--------------------------|--------------|
| Résultat opérationnel courant | 62 | | 172 | 145 | 111 | 233 | (28) | 695 |
| • Charges d'intérêts sur obligations locatives | (2) | | (7) | (2) | | (7) | (1) | (19) |
| Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations : | | | | | | | | |
| • Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | 38 | 3 | 95 | 38 | 76 | 291 | 16 | 557 |
| • Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées | (17) | (1) | 15 | (30) | (6) | 15 | | (24) |
| Retraitement des autres produits d'exploitation : | | | | | | | | |
| • Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres | (18) | (4) | (21) | | (5) | (3) | | (51) |
| EBITDA APRÈS LOYER 2^{ème} TRIMESTRE 2023 | 63 | (2) | 254 | 151 | 176 | 529 | (13) | 1 158 |

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | Equans | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|--|--------------------------|------------------------|--------------|------------|------------|---------------------|--------------------------|----------------|
| Indicateurs financiers bilan 30 juin 2024 | | | | | | | | |
| ENDETTEMENT FINANCIER NET/ EXCÉDENT FINANCIER NET | 3 111 | (392) | (674) | 901 | 446 | (3 267) | (8 859) | (8 734) |
| Indicateurs financiers bilan 31 décembre 2023 | | | | | | | | |
| ENDETTEMENT FINANCIER NET/ EXCÉDENT FINANCIER NET | 3 435 | (150) | 623 | 981 | 505 | (2 625) | (9 020) | (6 251) |

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | Equans | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|---|--------------------------|------------------------|--------------|--------------|------------|---------------------|--------------------------|----------------|
| Autres indicateurs financiers | | | | | | | | |
| 1^{er} semestre 2024 | | | | | | | | |
| CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I) | 172 | (53) | (8) | 396 | 223 | 933 | (27) | 1 636 |
| Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II) | (54) | (1) | (89) | (70) | (141) | (780) | (2) | (1 137) |
| Remboursement des obligations locatives (III) | (23) | (3) | (96) | (74) | (6) | (92) | | (294) |
| CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III) | 95 | (57) | (193) | 252 | 76 | 61 | (29) | 205 |
| VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES | | | | | | | | |
| | (228) | (185) | (787) | (118) | (8) | (235) | (33) | (1 594) |

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | Equans | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|---|--------------------------|------------------------|--------------|--------------|------------|---------------------|--------------------------|----------------|
| Autres indicateurs financiers | | | | | | | | |
| 1^{er} semestre 2023 | | | | | | | | |
| CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I) | 141 | (5) | (44) | 337 | 228 | 899 | (144) | 1 412 |
| Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II) | (7) | (1) | (71) | (110) | (112) | (855) | 25 | (1 131) |
| Remboursement des obligations locatives (III) | (22) | (3) | (79) | (69) | (16) | (81) | | (270) |
| CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III) | 112 | (9) | (194) | 158 | 100 | (37) | (119) | 11 |
| VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES | | | | | | | | |
| | (783) | (151) | (572) | (293) | 63 | (331) | 107 | (1 960) |

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | Equans | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|---|--------------------------|------------------------|--------------|-------------|-------------|---------------------|--------------------------|--------------|
| Autres indicateurs financiers | | | | | | | | |
| 2^{ème} trimestre 2024 | | | | | | | | |
| CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I) | 71 | (26) | 263 | 199 | 131 | 503 | 18 | 1 159 |
| Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II) | (32) | (1) | (49) | (36) | (79) | (306) | (1) | (504) |
| Remboursement des obligations locatives (III) | (12) | (1) | (49) | (38) | (4) | (46) | 1 | (149) |
| CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III) | 27 | (28) | 165 | 125 | 48 | 151 | 18 | 506 |
| VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES | | | | | | | | |
| | 100 | (28) | (550) | (91) | (49) | (2) | (8) | (628) |

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | Equans | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|---|--------------------------|------------------------|--------------|--------------|-------------|---------------------|--------------------------|----------------|
| Autres indicateurs financiers | | | | | | | | |
| 2^{ème} trimestre 2023 | | | | | | | | |
| CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I) | 36 | (6) | 227 | 189 | 138 | 503 | (102) | 985 |
| Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II) | (19) | | (57) | (48) | (49) | (334) | (1) | (508) |
| Remboursement des obligations locatives (III) | (11) | (1) | (40) | (24) | (10) | (40) | | (126) |
| CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III) | 6 | (7) | 130 | 117 | 79 | 129 | (103) | 351 |
| VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES | | | | | | | | |
| | (270) | (59) | (440) | (155) | (69) | (161) | 13 | (1 141) |

Note 12 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2023.

Note 13 Informations sur les parties liées

Les natures des transactions avec les parties liées n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2023.

Note 14 Différends et litiges

Au cours du premier semestre 2024, les différends et litiges décrits en note 23 de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2023 n'ont pas évolué de manière significative à l'exception des éléments détaillés ci-après :

14.1 Bouygues Construction

14.1.1 France – Procédures fiscales

En avril 2024, Bouygues Construction a reçu de la part de la direction des vérifications nationales et internationales de la direction générale des finances publiques (la « DVNI ») une nouvelle proposition de rectification au titre de l'année 2021, relative aux licences de marques ayant les mêmes objets que celles reçues précédemment, laquelle sera contestée avec les mêmes voies de recours. Bouygues Construction a contesté fin mai cette proposition de rectification par voie d'observations du contribuable.

Début juin 2024, Bouygues Construction a été entendue par la Commission nationale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires concernant les propositions de rectification au titre des années 2018 et 2019. Bouygues Construction conteste le principe de la revalorisation et le quantum des propositions de rectification de la DVNI.

En décembre 2023, la DVNI a notifié à une filiale de Bouygues Construction une proposition de rectification au titre de l'année 2020, relative à la remise en cause de la déductibilité d'une dépréciation pour risque d'irrécouvrabilité du financement en compte courant accordé à une de ses filiales à l'étranger. Le Groupe considère que le redressement n'est pas fondé. La DVNI ayant informé la filiale de Bouygues Construction, en réponse aux observations de cette dernière, qu'elle maintenait la rectification proposée, un recours hiérarchique a été formé en avril 2024.

14.2 Equans

14.2.1 Irlande – Centrale biomasse Belfast

En juin 2024, dans un mémoire soumis au tribunal arbitral, le Client a revalorisé sa réclamation à 325 millions de livres sterling au titre du contrat de conception-construction et 51 millions de livres sterling au titre du contrat d'exploitation-maintenance (hors intérêts). La procédure suit son cours.

14.3 TF1

14.3.1 France – Canal+

Le 29 mars 2024, TF1 et sa filiale e-TF1 ont été assignés devant le tribunal judiciaire de Paris par Groupe Canal +, en lien avec le lancement de la plateforme de streaming TF1+, demandant à titre d'indemnisation 57 millions d'euros pour contrefaçon et atteinte à la renommée de la marque « + », concurrence déloyale et subsidiairement pour parasitisme. TF1 conteste cette demande.

14.4 Bouygues Telecom

14.4.1 Accès à la boucle locale cuivre

Le 14 février 2024, Bouygues Telecom a formé un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'État en vue d'obtenir l'annulation de la décision d'analyse de marché de l'Arcep n° 2023-2802 en date du 14 décembre 2023 concernant la hausse des tarifs du cuivre dans certaines zones.

Le 26 juin 2024, le tribunal de commerce de Paris a considéré par un jugement qu'Orange avait commis une faute, mais que le préjudice de Bouygues Telecom avait été réparé par le versement de pénalités contractuelles, ce que Bouygues Telecom conteste. Bouygues Telecom va interjeter appel de ce jugement.

14.4.2 Accès à l'infrastructure FTTH

Bouygues Telecom et la SDAIF ont assigné Orange devant le tribunal de commerce de Paris pour la restitution des frais de mise en service associés au raccordement du client final au titres des lignes FTTH pour environ 152 millions d'euros. Par une décision du 26 juin 2024 le tribunal de commerce, saisi par Orange, a prononcé un sursis à statuer dans l'attente de la décision de la cour d'appel. Bouygues Telecom s'oppose à cette demande.

14.4.3 Pratiques commerciales trompeuses Free Mobile

Le 31 octobre 2023, Bouygues Telecom a assigné Free Mobile devant le tribunal de commerce de Paris pour diverses pratiques commerciales trompeuses relatives à son offre de location et à son offre Free Flex, ainsi qu'à la communication de Free Mobile sur son réseau 5G. Bouygues Telecom considère que ces pratiques constituent une concurrence déloyale au détriment de Bouygues Telecom. Le préjudice de Bouygues Telecom est en cours d'évaluation par ses experts.

14.4.4 Impact des fréquences radioélectriques 5G

Le 20 mars 2024, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par une partie des demandeurs initiaux contre l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris qui s'était déclarée incompétente sur la demande d'évaluation des impacts de la 5G sur la santé, l'environnement et la protection de la vie privée. Cette procédure est maintenant close.

14.4.5 Litige brevets

Le 28 juin 2024, par un arrêt, la cour d'appel de Paris a confirmé favorablement un jugement de première instance sur le premier des trois brevets sur lequel Bouygues Telecom a été assignée par un tiers en contrefaçon ; une autre décision est attendue en appel sur le deuxième brevet. L'Office européen des brevets a révoqué le troisième brevet.